

Des milliers de Canadiens ont voté pour le parti que dirigerait ce premier ministre (M. Trudeau), espérant ainsi provoquer une réforme économique et sociale significative. Mais nous avons vu, les Canadiens d'un océan à l'autre ont vu un gouvernement qui a fait preuve non pas d'un dynamisme et d'un souci moral et intellectuel mais plutôt d'une inertie morale et intellectuelle.

Dans une société démocratique, les gens sont en droit de s'attendre que le gouvernement s'occupe d'améliorer les conditions de vie spirituelle et matérielle, notamment parmi les pauvres. Toutefois, le gouvernement s'est révélé tout à fait incapable—pour dire le moins—et impitoyablement indifférent—en mettant les choses au pire—à l'égard de cet aspect de ses responsabilités.

Pendant le temps dont je dispose, je voudrais prouver mon assertion en abordant trois domaines. Le premier est la politique économique générale du gouvernement; le deuxième, ses programmes à l'égard de la main-d'œuvre, que je prétends être discriminatoires et inefficaces; troisièmement, ses relations de travail avec ses propres employés. D'autres membres de notre parti, dans la suite du débat, développeront ces points.

Tout d'abord, qu'il me soit permis de commenter la politique économique générale du gouvernement. Comme le savent tous les économistes du monde occidental, il y a d'ordinaire deux façons de diriger l'économie d'un pays industriel. Essayer de maintenir la stabilité des prix ou adopter une politique de plein emploi. Au Canada et aux États-Unis, les gouvernements se soucient tout d'abord de la stabilité des prix. En conséquence, le chômage d'année en année au Canada depuis la guerre est supérieur à celui que connaissent les pays de l'Europe occidentale qui ont opté pour l'autre politique, celle de créer des conditions de plein emploi. Je me reporte aux écrits de M. John Deutsch, ancien président du Conseil économique du Canada. Dans un article récent, il déclare exactement ce que je viens de dire.

On peut faire des choix sur le plan éthique et moral. Les gouvernements ne sont pas liés par le déterminisme dans notre société. Le gouvernement actuel a constamment opté pour la stabilité des prix, même si cela entraînait des taux de chômage de 5 p. 100 plutôt que de 1½ à 2 p. 100, comme dans la plupart des pays européens, ou que de 1½ p. 100, comme en Suède.

• (12.10 p.m.)

Nous sommes aux prises à l'heure actuelle avec le niveau moralement répréhensible de

chômage le plus élevé en cinq ans. Permettez-moi de commencer par le chiffre le plus bas, celui de l'Ontario, où le chômage, à 4.5 p. 100, dépasse de loin le niveau qui serait toléré par tout gouvernement de l'Europe occidentale. Les provinces des Prairies ont un chômage de 5.3 p. 100, la Colombie-Britannique, de 6.7 p. 100, le Québec, de 8.7 p. 100, les provinces atlantiques, de 11 p. 100, et à Terre-Neuve, le chômage atteint le niveau phénoménal et tragique de peut-être 22 p. 100. La moyenne nationale de 6.5 p. 100 représente, je le répète, le niveau le plus élevé en cinq ans.

Fait particulièrement important, parmi la jeunesse, les jeunes membres de la main-d'œuvre, le taux du chômage atteint environ 13.5 p. 100. C'est le groupe de chômeurs dont l'accroissement est le plus rapide, et j'estime que ce taux est appelé à augmenter après juin, alors que plus d'étudiants viendront grossir le marché du travail.

Le gouvernement demeure indifférent et insensible aux conséquences de cet état de choses. Le chômage veut dire une vie morne pour ceux qui en sont victimes. Il supprime le contentement qu'éprouve un homme ou une femme à participer au monde du travail dans la société. Il entraîne aussi une grave pénurie de revenu, ce qui influe sur le bien-être des personnes à charge. Il atténue aussi, par contre-coup, le bonheur ou le bien-être de la famille et du milieu. Cette situation ne saurait être écartée avec cynisme. Elle ne doit pas être considérée simplement comme des statistiques négligeables qu'il faut bien accepter. Chose certaine, d'autres gouvernements du monde ne tolèrent pas un taux de chômage aussi élevé. Notre gouvernement le fait.

On se rend compte, je crois, maintenant de l'échec ou de l'inertie morale du gouvernement. Tous le constatent, à mon avis, sauf les partisans libéraux les plus irréductibles. Mais ce dont on ne se rend pas compte aussi facilement, c'est de l'inertie intellectuelle qui l'accompagne. Même si on se préoccupe avant tout de l'inflation, le diagnostic du gouvernement actuel est complètement erroné. Nous ne sommes pas en période inflationniste résultant d'une production insuffisante de biens et d'une demande excessive.

C'était la situation au début des années 50. Le ministre des Finances (M. Benson) en a parlé dans son discours il y a quelque temps et il a essayé d'établir un parallèle avec la situation actuelle. Chose certaine, nous avons aujourd'hui un excédent de biens. On n'a qu'à visiter ma circonscription pour constater la quantité d'automobiles disponibles. La même chose s'applique à nombre de circonscriptions